

Le prix de l'abonnement à cette feuille, qui paraît les Mercredis et Samedis, est de 5 fr. pour 6 mois, et de 5 fr. 50 cts. pour la recevoir par la poste, franche de port.

JOURNAL

Pour les Abonnements, Insertions, Correspondances, Annonces, etc., s'adresser à l'Imprimerie du Journal. Les insertions coûtent 10 cts par ligne d'impression.

DE LA VILLE

ET DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

ALLEMAGNE. — *Francfort, 6 janvier.*

Des voyageurs arrivés de la Pologne à Berlin disent que le gouvernement russe poursuit activement la construction et l'achèvement des fortifications de ce royaume et qu'il sera à l'avenir impossible avec un tel système de places fortes que la nation polonaise puisse se remuer. Outre Varsovie et Modlin, Czenstochau et Zamosk, on doit encore fortifier Lublin, Grodno et trois autres places, et une forteresse toute nouvelle doit encore être élevée au confluent de la Esura et de la Vistule. Les travaux de fortification qui ont été exécutés dans le duché de Posen sont également très-avancés; ceux de Vinari, l'un des principaux forts, sont presque entièrement terminés et en moins de deux ans toutes les constructions de ce genre qu'on a projetées devront être achevées.

— On écrit de Constantinople, le 14 décembre :

« Les rapports entre la Porte et l'Angleterre qui paraissent se rétablir, il y a quelque tems, sur un pied amical, se trouvent de nouveau troublés. Il paraît que lord Ponsomby ne s'est pas entendu avec M. Urquhart, car chacun envoya des dépêches de son côté à Londres, au sujet de la satisfaction demandée par M. Churchill. Au moment que l'on croyait que tout était arrangé il est arrivé à l'improviste à l'ambassade anglaise des instructions contenant l'ordre d'insister auprès de la Porte pour que Muschir-Achmet Fewzi-pacha nommé récemment grand-amiral ne fut pas seulement démis de ses fonctions, mais aussi de son paschalik, attendu que lors des mauvais traitemens essayés par M. Churchill, il se montra sévère et partial contre lui; lord Ponsomby a par conséquent remis à la Porte une note en exécution des ordres qu'il a reçus de sa cour.

ANGLETERRE. — *Londres, 9 janvier.*

On écrit de Lisbonne, le 24 décembre :

« Une nouvelle remontrance a été adressée à la reine de la part des chefs du parti démocratique, pour demander la démission des ministres, et ceux-ci ont déjà refusé trois fois de se retirer, après les insinuations qui leur avaient été faites par ces mêmes chefs. On les accuse de ne pas tenir leurs promesses et on exige la démission de tous les employés qui ont servi sous don Miguel, ou qui ont pris une part active à l'affaire de Belem.

» Le fameux guérilla Remechido continue à marauder dans plusieurs villages des Algarves. A la demande des habitans le gouvernement s'est résolu à y envoyer les forces nécessaires pour détruire sa troupe,

» On a fait depuis peu une tentative d'insurrection en faveur de don Miguel. A Lamejo, une troupe de révolutionnaires est entrée dans la ville pendant la nuit pour attaquer la garnison par surprise, mais leur projet a été déjoué à tems.

» Dans un village entre Guarda et Raia une autre troupe a forcé le clerc de l'église à lui donner tout l'argent qui se trouvait dans les coffres de la paroisse; cependant le chef a donné quittance comme commandant du premier régiment provisoire de don Miguel I.

» L'insubordination des troupes est telle à Elvas, qu'un major nommé par le gouvernement pour commander les cacadores, a trouvé sa place occupée par un autre et a failli être assassiné; il est ensuite retourné à Lisbonne, où il se trouve encore.

» L'animosité du peuple contre les anglais est extrême à Lisbonne; la reine a dû cesser de se servir de son cocher anglais, sur lequel on a tiré hier du haut d'un moulin, tandis qu'il faisait promener les chevaux du prince. »

— Il est arrivé par New-York en Angleterre une immense quantité de soieries des fabriques chinoises. Les marchés des États-Unis étant encombrés d'articles de cette nature, les négocians qui voulaient importer ces marchandises ont préféré les envoyer à Londres.

FRANCE. — *Paris, 8 janvier.*

Ce n'est pas sans motif que la publication de la chambre des pairs garde un profond silence et prescrit le plus grand secret sur ce qui concerne Meunier. Ainsi on ne sait pas plus si son impas-

sibilité s'est changée en un déluge de larmes qu'on ne peut dire s'il fait ou ne fait pas de révélations sur les complices qu'il a eus.

La famille de Meunier qui se flatte d'obtenir la remise du dernier châtimement, si le gouvernement est mis sur la voie de l'association pour régicide, que l'on ne peut plus nier, aide de tout son pouvoir les recherches et investigations de l'autorité. Les parens de Meunier habitent la partie de la banlieue de Paris connue pour être le foyer du républicanisme. C'est dans ce rayon que Pepin, Morey et autres avaient des amis; c'est là que Pepin se cacha et rôda long-tems; c'est dans cette contrée qu'on sait exister, même parmi les paysans, un très-mauvais esprit.

La famille de Meunier, qui voudrait lui éviter l'ignominie de l'échafaud, est donc à portée, en faisant connaître les individus avec lesquels ce jeune homme était dans l'intimité, de mettre sur la voie, sinon des complices de ce misérable dans le sens absolu des lois (car il paraît que celui que le sort désigne doit porter isolément le coup), mais des membres de la secte infernale dont Alibaud et Meunier ne sont que les instrumens. Ce qu'il y a de positif, c'est que l'on conserve sous les verroux plus d'un individu arrêté, soit par suite de ses liaisons avec l'assassin, soit parce que leurs noms se trouvent sur la fameuse liste désinfectée, retirée des lieux d'aisance, où Alibaud avait jeté ses papiers, et sur d'autres listes récemment saisies.

Les précautions les plus grandes sont prises pour surveiller tous les alimens et boissons fournis à l'assassin. On lui a entendu dire, quand il fut arrêté, qu'il ne monterait pas sur l'échafaud, et pouvant toujours se procurer du poison quand on le voulait bien.

(Correspondant du Mercure.)

— On lit dans un journal :

« Les journaux ont parlé il y a quelques jours d'un Anglais qui, se rendant en Espagne, a été arrêté sur notre frontière par des agens français qui n'auraient pas trouvé ses papiers en règle. Cet Anglais n'est autre qu'un frère de lord John Russell, chancelier de l'échiquier. Il paraît que l'envoyé britannique était chargé par son gouvernement d'une mission fort importante et dont le succès dépendait surtout de la célérité de son voyage. Les retards qu'il a éprouvés, ont, dit-on, excité le mécontentement du cabinet de Londres, qui a demandé des explications, à cet égard, à notre ministre des affaires étrangères.

» M. Molé avait soupçonné le *tourist* anglais d'aller, comme son compatriote, lord Haclagh, remplir quelque mission secrète auprès du Prétendant; du moins, c'est l'excuse qu'il a fait valoir; mais le ministre anglais l'a, dit-on, fort mal accueillie; il aurait même ajouté, assez durement : « Je croyais que le ministère doctrinaire se connaissait mieux en carlistes. »

» Il faut avouer que notre police n'est pas heureuse, et qu'une bien étrange fatalité préside à ses explorations. Elle laisse échapper les carlistes espagnols, don Carlos lui-même, et retient les véritables amis d'Isabelle.

» De jour en jour, on peut en juger par la presse anglaise, notre union si intime avec la Grande-Bretagne s'altère; elle sera bientôt aussi solide, aussi réelle que notre adhésion au traité de la quadruple alliance. »

Du 9. — Le maréchal Clausel ayant appris par les journaux les propos et les calomnies dont il est l'objet de la part des ministres, vient à Paris pour demander en pleine chambre une enquête; il est député et veut se faire entendre. On cite de lui une lettre à un de ses collègues où il explique les causes du mauvais succès de l'expédition de Constantine : « Rien n'avait été préparé; j'ai cru de mon honneur de beaucoup hasarder, parce qu'il était plus honnête de rester en repos que d'aller en campagne. Le mauvais vouloir des ministres a été visible à tous les officiers. Tout le monde a fait son devoir, excepté ceux qui m'accusent; mais je veux leur répondre face à face. (Nouvelle Minerve.) »

Du 11. — Le *Moniteur* annonce dans sa partie officielle que le roi a reçu hier du roi des Pays-Bas une lettre de félicitations à l'occasion de l'attentat du 27 décembre. Cette lettre a été remise

par M. Fagel, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. néerlandaise.

— Le projet d'adresse de la chambre des pairs en réponse au discours de la couronne n'est, comme on devait s'y attendre qu'une insignifiante et longue paraphrase du discours d'ouverture.

AFFAIRES D'ESPAGNE.

L'entrée des christinos à Bilbao a jeté une nouvelle lumière sur les motifs de l'intervention anglaise en Espagne.

Il reste bien avéré qu'aux Anglais seuls est due la levée du siège de Bilbao, qu'ils en revendiquent toute la gloire, et que toute opinion qui tend à en jeter quelque reflet sur les troupes de Christine, est une injure pour eux.

St-Sébastien, livré d'abord à la légion auxiliaire d'Evans par la politique anti-nationale du gouvernement révolutionnaire de Madrid, fut le premier pas fait par l'Angleterre dans la Péninsule. La prise du Passage, à laquelle coopérèrent la marine et l'artillerie royales britanniques, fut le second. Lord Palmerston ne s'en vanta pas publiquement à la tribune, mais il fit publier, par des organes dévoués, que l'Angleterre possédait sur la côte de l'Espagne un point plus politique encore que commercial, la plus belle rade de l'Océan, une forteresse et un port qui lui permettaient de compléter son système de surveillance maritime, en offrant un abri à ses flottes qui pourront ainsi garder à vue tous les ports français de l'Océan et du golfe de Gascogne, et particulièrement ceux de Bayonne, de Bordeaux et de Rochefort.

St-Sébastien et le Passage seront donc les corps-de-gardes anglais du golfe de Gascogne, comme Jersey et Guernesey sont ceux de la Manche, comme Gibraltar, Malte et les Iles-Ioniennes sont ceux de la Méditerranée.

— Nous recevons du quartier royal le bulletin suivant :

Commandement général de Navarre.

« Je m'empresse de porter à la connaissance de V. Exc., afin qu'elle veuille bien l'élever à celle de S. M., que ce matin à sept heures s'est présentée, dans les environs de Allo, une colonne ennemie composée de 4,000 fantassins, 3 escadrons de cavalerie et quelques pièces d'artillerie. Le pillage était sans doute son objet. A l'instant, je m'avançai contre elle avec deux bataillons qui se trouvaient près de moi. Et bientôt elle se mit en retraite désordonnée vers Lerin, après avoir lancé quelques grenades sur nos guérillas; je la poursuivis dans toute la plaine jusqu'aux environs de cette place, avec les forces mentionnées et 4 escadrons de cavalerie; les 3 fameux escadrons polonais souffrirent une charge terrible de nos braves lanciers commandés par leur intrépide colonel. Ils laissèrent plusieurs morts sur le champ de bataille, entre autres leur colonel, et emmenèrent plusieurs blessés. Notre perte a été insignifiante. L'ennemi a regagné ses retraites, et je me suis, avec mes forces, retiré sur ce point et dans les lieux environnants. Toutes mes troupes ont montré leur bravoure accoutumée. Je transmettrai incessamment à V. Exc. les détails de cette glorieuse action. Dieu garde, etc.

» Quartier-général de Discastillo, 21 décembre 1836. »

— Il est bien prouvé maintenant, non seulement par les articles louangeurs de la presse anglaise, mais encore par l'aveu même des Espagnols les plus intéressés, que le succès n'est dû qu'à la coopération anglaise. Les christinos ne pouvaient rien contre les carlistes, et par conséquent la place n'aurait pas été délivrée sans le secours des Anglais.

L'avis est bon à enregistrer. Reste à savoir si les Anglais ont intérêt à s'engager dans l'intérieur de l'Espagne et s'ils en ont les moyens; nous ne le croyons pas. C'est donc loin de la côte que la guerre doit être portée pour que la victoire se décide en faveur de l'un des partis qui divisent la nation, sans que l'intervention anglaise puisse l'influencer. On verra alors si la cause du roi et du peuple ne l'emporte pas sur celle de l'usurpation et de l'étranger.

— Espartero se repose sur ses lauriers, mais non pas comme Annibal à Capoue; car ses soldats manquent de vêtements et de nourriture. On dirait qu'il n'a délivré Bilbao que pour s'enfermer lui-même dans cette forteresse et attendre un nouveau siège, événement immanquable aussitôt que le tems le permettra. L'armée du roi se rallie à Durango, à Villafranca et à Estella. Ses forces sont imposantes et ne tarderont pas à ressaisir l'avantage qu'elles semblent momentanément avoir perdu.

Narvaez doit venir à Bilbao pour prendre le commandement de l'armée du Nord, disent les uns, pour conciter avec Espartero une expédition contre Durango, affirment les autres. Depuis longtemps la plus grande mésintelligence règne entre ces chefs. Tous deux sans aucun talent s'imaginent être les premiers héros de l'Espagne et rivalisent de jalousie.

Le général Evans occupe et fortifie Saint-Sébastien et le Passage, et se moque de tous les mouvemens des christinos; peu lui importe qui gagnera, pourvu qu'il conserve à l'Angleterre un Gi-

braltar dans le nord de l'Espagne; il fournit aux Espagnols des munitions de guerre et des canons pour s'entregorger, mais il épargne le sang des Anglais et il fait bien; il n'imite pas le colonel Conrad, qui mène à la boucherie les Polonais et les Français. San-Miguel est en pleine rébellion contre le gouvernement. Ni l'armée ni lui ne veulent accepter Quiroga.

Maintenant l'Espagne rebelle a de compte fait, l'armée d'Isabelle, l'armée christine, l'armée Alaix, l'armée San-Miguel, etc., sans compter l'armée Evans et l'armée Conrad. Vous verrez que bientôt ces chefs prétendront à la couronne d'Espagne, voilà à quoi mène l'esprit insurrectionnel et le danger de méconnaître la légitimité. Grâce à Dieu, que ce pays de désolation compte encore beaucoup de bons Espagnols prêts à se sacrifier pour la cause de Charles V, roi légitime, la seule puissance qui puisse fermer les plaies de l'Espagne.

Bayonne, 5 janvier, à quatre heures du soir.

« L'infant don Sébastien est nommé général en chef; il a pour chef d'état-major Moreno, et pour aide-de-camp Villaréal.

» Eguia est nommé ministre de la guerre. »

PAYS-BAS. — Bruxelles, 11 janvier.

Il n'y a que le bal de Gustave qui puisse donner l'idée d'une antichambre de notre palais royal, au nouvel an: collets brodés, pantalons bordés, reins chamarrés! soutanes d'avocats, toges de prêtres; plumes d'autruches, plumes d'oie, de poulets et de dindons, en dedans, alentour et par dessus des chapeaux; saberdaches et goupillons, schakos, mortiers et bonnets carrés, tonsures, moustaches et mille autres choses encore, affluant pêle mèle, en tourbillonnant l'une sur l'autre, comme les flots qui s'accumulent au fond d'un sas de mer, en attendant que l'ouverture de l'écluse leur permette d'aller lécher les pieds du corps-mort auquel est ancré le vaisseau de l'état.

La première chose que roula la première vague, ce fut le président des pairs-de-France belges, qui vint lestement incliner son front chauve et fuyant, à la hauteur d'une auguste botte, et disparut ensuite, comme la belette de ses fables, dans un cabinet où l'attendait son valet de chambre, avec tous ses uniformes, auxquels appendait un assortiment complet d'amulettes, de reliques et de décorations; il reparut ainsi quatre fois successives, déguisé en président de l'académie, en gouverneur et en grand-orient; et il eut le quadruple bonheur de pouvoir souhaiter encore quatre bonnes années au Roa de son Choa.

Jamais le mime Alexandre, dans les ruses de Nicolas, ne se travestit et ne fit le tour des coulisses aussi lestement que notre quadruple homme.

Un autre flot roulait le corps des ponts et chaussées tout raide d'or, et le corps des mauvaises mines au grand complet: comme les bataillons de la garde civique, un jour de grande revue, ils étaient quatre. Arrive ensuite la Monnaie déguisée en colonel d'artillerie, qui s'exprima en ces termes: « Sire, n'écoutez pas Gerlache, avec sa Marie-Thérèse, et tous ces idiots qui vantent l'ancien régime; nous avons besoin de repos et d'agitation; nous faisons un tintamare affreux à l'étranger; on parle de nous, même à Paris; mais que cela ne vous effraie pas; ne vous avisez pas surtout de protéger l'industrie et le commerce; tâchez plutôt d'en être protégé, c'est tout ce que je vous souhaite. »

Tout allait bien jusque-là; le consulat suisse en habit vert avait défilé, quand un maladroit, un traître, sans doute, vint jeter le désordre dans les rangs, en criant, à haute voix: Le conservatoire israélite! pour le consistoire: aussitôt Fctis, Quetelet, Froidmont, s'élançant, en même tems que les rabbins, qui les écrasent, entre les battans de la porte; mais les curés qui prétendent avoir le pas sur tout, les saisissent par le pan de l'habit, les protestans s'en mêlent; les fantassins accourent; la cavalerie galope; l'artillerie gronde; la mêlée est affreuse; les avocats s'esquivent; les ministres s'évadent; la débâcle augmente et la liste civile s'épouvante et s'enfuit: c'était un second Louvain. (La Bombe.)

Anvers, 12 janvier.

Le message du président des États-Unis nous a appris dernièrement que les citoyens de la république qui ont eu des marchandises brûlées lors du bombardement d'Anvers, demandaient à être indemnisés des pertes que leur a fait éprouver ce terrible événement; le général Jackson dit que la république a fait présenter simultanément ses réclamations et au gouvernement des Pays-Bas, et à celui de la Belgique. Ce double recours semblerait indiquer que le gouvernement américain est encore dans le doute quant au point de savoir lequel des deux états est responsable des suites de la catastrophe d'octobre 1830, qu'il a pour but de provoquer des explications à cet égard, et qu'une fois la question bien éclaircie, il insistera avec vigueur pour faire admettre les réclamations de ses administrés auprès de celui des deux gouvernemens sur lequel doit peser toute la responsabilité.

C'est ainsi du moins que nous comprenons le paragraphe du message relatif à ces réclamations; le président dit « qu'on pressera l'arrangement de cette affaire *en tems opportun (due in season)*, » c'est-à-dire sans doute, quand on saura auprès de qui il convient d'insister. Ces expressions ne nous paraissent pas offrir d'autres sens que celui que nous venons d'y donner.

Maintenant qui, du gouvernement des Pays-Bas ou du gouvernement belge, doit répondre du dommage causé par le bombardement? Ceci peut encore former question à l'étranger, mais depuis long-tems ce n'en est plus une en Belgique. Le bombardement de la citadelle d'Anvers ne fut point, de la part du commandant de la citadelle, un acte de violence brutalement spontané. Il ne recourut à cet épouvantable moyen que lorsqu'il s'y vit forcé par l'attaque aussi déloyale que stupide que se permirent contre la forteresse les chefs des bandes révolutionnaires qui inondaient la ville. Oui, dans ce déplorable événement les révolutionnaires belges furent les agresseurs, et le général Chassé se trouvait dans le cas légitime de défense. S'il est un épisode du drame révolutionnaire qui soit bien connu aujourd'hui et sur lequel il n'y ait plus de contestation possible, c'est celui-là. Il y a long-tems que les patriotes les plus exaltés ont fait sur ce point des aveux précieux; ils ont reconnu que le bombardement d'Anvers était la suite d'une agression injustifiable. Voilà ce qu'ils ont avoué de vive voix, dans leurs journaux, dans des brochures, enfin partout et de toutes les manières. La révolution est donc la cause première du bombardement; c'est donc elle et elle seule qui est tenue de réparer les désastres occasionnés par cet affreux malheur.

Ainsi, ce sera la Belgique qui finira par être condamnée à payer intégralement les réclamations des négocians américains.

(*Journal du Commerce d'Anvers.*)

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

LUXEMBOURG, 14 janvier.

On lit dans la *Gazette universelle*, sous la rubrique de la ville libre de Francfort, que le gouvernement général de la forteresse de Luxembourg a fait connaître à la commission permanente de la diète, de nouveaux empiétements commis par des agens du gouvernement insurrectionnel de la Belgique dans le rayon de la forteresse; que cette circonstance donnera occasion à la diète, lors de la prochaine ouverture de ses séances, de s'occuper de nouveau de la situation politique du grand-duché.

— Les relations commerciales entre l'Espagne et la Sardaigne sont interrompues formellement; au moins le gouvernement de Madrid a pris des mesures qui équivalent à une prohibition de l'entrée des navires sardes dans les ports de la Péninsule. Cette mesure fâcheuse peut devenir la cause d'une rupture entre les cabinets de Madrid et de Turin.

Des considérations politiques d'une haute portée ont empêché jusqu'à présent d'en venir à des représailles, suivant le cri général de Gènes, contre la conduite du cabinet de Madrid; mais dans tous les cas le cabinet sardes se prépare à faire des représentations énergiques. On ne sait que trop que le gouvernement espagnol n'a lui-même aucune raison pour se conduire ainsi à l'égard de la Sardaigne, et qu'il est le jouet d'une puissance qui prêche hautement la liberté du commerce, et qui soumet cependant le commerce étranger aux restrictions les plus odieuses. L'on verra bientôt si cette nouvelle tentative demeurera impunie.

(*Gazette d'Augsbourg.*)

— L'article suivant de la *Chronique de Paris* mérite une attention toute spéciale, en ce qu'il révèle la pensée réelle du cabinet des Tuileries :

» A l'extérieur, l'événement important, c'est la levée du siège de Bilbao, fait grave que nous déplorons sincèrement. La prise de Bilbao par les troupes de don Carlos aurait enfin amené une solution diplomatique en Europe; don Carlos aurait été reconnu : c'était le vœu des cabinets, et nous le disons avec sincérité, celui des ministres français qui savent les affaires; car l'état de choses qui existe en Espagne n'est favorable qu'à l'Angleterre et à son commerce. Les nains révolutionnaires, qui ne voient que le triomphe de leurs utopies, peuvent bien considérer le succès du gouvernement d'Isabelle comme une victoire; mais les manufactures de France, les respectables maisons qui faisaient avec l'Espagne pour quelques millions d'affaires, savent bien que l'Angleterre seule profite de l'anarchie espagnole : la voilà la maîtresse de tout le littoral; le sol de l'Espagne était inondé des produits manufacturés anglais, ni plus ni moins que le Portugal et les colonies indépendantes de l'Amérique. Notre intérêt, à nous, était donc que la maison de Bourbon d'Espagne, représentée par don Carlos, régnât sur l'Espagne, et qu'un des fils de ce prince s'unît à une des filles d'une autre branche des Bourbons; par ce moyen, l'influence anglaise était détruite en Espagne; les grandes puissances consentaient à ce pacte, elles y apportaient la force européenne.

Il est évident que Léopold en Belgique, et les Anglais à Saint-Sébastien, à Porto et Lisbonne, gardent le champ de bataille de Waterloo, de Salamánque et de Vittoria; ils ont pour eux la ligne de forteresses au nord, et les Pyrénées au midi. Quand les étroites passions révolutionnaires seront effacées, on reconnaîtra le danger de cette situation. »

— La politique *ostensible* du cabinet français se trouve complètement développée dans les paroles suivantes, prononcées par le ministre des affaires étrangères, à la tribune de la chambre des pairs :

« Le traité de la quadruple alliance s'exprime ainsi : « Étant de plus en plus animées des mêmes sentimens, et en conséquence de cet accord, LL. MM. et la Reine régente se sont adressées à LL. MM. le roi des Français et le roi de la Grande-Bretagne, et Leurs-dites Majestés prenant en considération l'intérêt qu'elles doivent toujours porter à la sûreté de la monarchie espagnole, et étant toujours animées du plus grand désir de contribuer au rétablissement de la paix dans la Péninsule, comme dans toutes les autres parties de l'Europe..... »

« Ainsi, Messieurs, vous voyez quel est le but de ce traité, c'est le rétablissement de la paix en Espagne et en Portugal, et ainsi le maintien de la paix générale en Europe, par l'expulsion des deux prétendants.

» Le concours des deux puissances ainsi défini, l'article 4 dit :

« Si le concours de la France devient nécessaire, la France se concertera de nouveau avec ses alliés pour déterminer la mesure et les moyens par lesquels ce concours sera accordé. »

« Dans ce premier traité, la France n'est pas obligée à autre chose, et elle n'a rien promis autre chose.

» Bientôt l'exécution de ce premier traité a suivi : la France et l'Angleterre l'ont exécuté chacune de leur côté, mais d'une manière différente. D'où vient la différence de la nature de ces deux espèces de concours? Elle est tout entière dans la situation respective des deux puissances. La France considérait qu'il n'était pas de sa prudence de se jeter dans une coopération plus active, parce qu'elle n'était pas certaine de sortir de cette coopération et de ses conséquences qu'elle pourrait entraîner. L'Angleterre, au contraire, promet le concours de ses vaisseaux, qu'elle promène à son gré d'une mer à l'autre, qu'elle rappelle quand elle le juge à propos, dont elle autorise ou restreint l'usage.

» Voilà la situation respective des deux pays et ce qui s'explique de soi-même par leur position géographique.

» La France accepte, il est vrai, une coopération plus active; et l'on a pensé quelquefois que le moment de cette éventualité prévue par l'art. 4 du traité était venu. La France, sous le ministère du 11 octobre, a consulté l'Angleterre pour savoir si le moment était arrivé pour elle de coopérer d'une manière efficace. L'Angleterre a répondu négativement.

» Plus tard et depuis l'avènement du ministère du 22 février, à la fin de mars 1836, à son tour l'Angleterre prend l'initiative; elle propose à la France, non pas l'intervention, mais de coopérer avec plus de force; elle le propose de la manière la plus formelle, la plus explicite; elle indique les points que nous pourrions occuper, et parmi ces points se trouve le fort du Passage.

» Le cabinet du 22 février délibère et il répond que cette coopération, si elle pouvait atteindre son but, entraînerait nécessairement l'intervention dont les conséquences pourraient être incalculables pour la France et dont elle ne saurait accepter l'immense responsabilité; réponse d'autant plus absolue que l'Angleterre offrait au cabinet français de choisir les points qu'il voudrait occuper et de limiter sa coopération autant qu'il le voudrait; de ne faire enfin que ce qu'il voudrait faire.

» Le gouvernement français a répliqué que si une coopération de cette nature pouvait être utile dans l'intérêt de l'Espagne, elle ne pourrait que compromettre la France dans sa dignité ou dans ses intérêts.

» Voilà en quel sens nous sommes les continuateurs du 11 octobre et du 22 février.

» Plus tard l'opinion des membres du cabinet du 22 février a été modifiée par des raisons qui leur sont propres. Ce cabinet envoie un nouveau chargé d'affaires à Madrid pour offrir une extension de la coopération.

» Hé bien, Messieurs, une telle coopération, dans ma pensée du moins, tendrait à faire accepter par la France, la responsabilité de la politique intérieure de l'Espagne! (Très-bien!)

» Je ne crois pas trop dire, en affirmant que le cabinet du 22 février, dans le sein duquel au reste il y eut partage, s'est retiré, parce qu'il comprenait les difficultés de sa situation, et qu'il a senti toutes les conséquences qui pourraient résulter d'un pareil événement; en un mot, la responsabilité de la politique intérieure de l'Espagne.

» Pourquoi ne voulons-nous pas de l'intervention? C'est que

nous ne voulons pas que la France se trouve engagée par honneur dans une entreprise de cette nature ; car si elle était commencée , il faudrait la finir, il faudrait imposer au pays de grands sacrifices.

» On a parlé de l'alliance anglaise ; je déclare à cette tribune que , dans mon opinion personnelle , l'alliance anglaise est conforme à la politique de la France , et qu'aujourd'hui il y aurait péril à s'en écarter.

» Quel est donc le machiavélisme qu'on attribue à l'Angleterre dans la question espagnole ? On dit : vous ne voyez donc pas que l'Angleterre va établir là un second Gibraltar ; vous ne voyez pas qu'elle tire parti de tous les troubles qui divisent l'Espagne au profit de son commerce ?

» Messieurs , la réponse est bien facile. D'abord , pour le port du Passage , elle nous a demandé de l'occuper nous-mêmes et ensuite elle a dit qu'obligée de coopérer par ses forces navales , elle avait besoin de cet abri pour ses vaisseaux.

» Comme j'ai eu l'honneur de le dire , je suis préoccupé de l'intérêt français avant tout. Lorsque j'ai su , il y a quelques mois , qu'en effet l'Angleterre armait un ou deux petits forts , et qu'elle y établissait des artilleurs et des canons , j'ai demandé à son cabinet des explications. Elles ont été aussi loyales que je devais l'attendre. J'ai voulu , pour ma garantie , demander quelle était cette occupation ; on m'a rappelé la proposition qu'on avait faite , la nécessité d'avoir un port à sa disposition et un abri pour ses vaisseaux. Eh bien ! sur mes observations , les artilleurs peu nombreux et les canons au nombre de cinq ont été retirés et envoyés à Espartero.

» En voulez-vous davantage ? L'Angleterre a protesté qu'elle n'a jamais eu la pensée d'une occupation permanente.

» Quant au commerce , il est vrai que les négocians anglais ont pu , dans plusieurs circonstances , profiter des troubles qui rendaient les douanes impossibles. C'est ce qui est arrivé à Malaga. Lorsque des troubles sérieux ont éclaté dans cette partie de l'Espagne , la junte de Malaga a établi pendant trois jours la libre admission de toutes les provenances étrangères sans payer de droits. Les Anglais ont profité de l'occasion pour faire entrer leurs marchandises amoncelées à Gibraltar. Les Français , plus éloignés , n'ont pas fait des profits aussi considérables ; cependant ils ont aussi fait entrer des marchandises en franchise de droits.

» Il n'y a dans tout cela que de la fraude , et ce n'est pas même de la fraude , c'est l'effet d'un mouvement révolutionnaire. Les mouvements révolutionnaires ont toujours favorisé la fraude. Du reste l'Angleterre a toujours été loyale envers nous , comme la France a été loyale avec l'Angleterre.

» On parle des événemens de Portugal. A Lisbonne , notre conduite a été exactement ce qu'elle a été en Espagne. Notre flotte s'est trouvée à Lisbonne , mais elle n'a pris aucune part aux événemens. L'amiral français a suivi ses instructions , qui lui prescrivaient une neutralité parfaite.

» Voilà , Messieurs , les explications que je devais donner. Je ne répondrai pas aux événemens récents dont l'Afrique a été le théâtre , etc. »

ÉTAT-CIVIL.

Naissances : Le 5 janvier, Guillaume Huberty; le 7, François Schwalb et Marie Wagner; le 9, Catherine Leiter.

Mariages : Le 7 janvier, Henri Hudremont, instituteur, avec Marguerite Ludevich; le 12, Jean-Joseph-Antoine Fiedler, domestique, avec Catherine Faber.

Décès : Le 6 janvier, Joseph Kaufmann, âgé d'un an, et Marie Didier, âgée de deux ans et six mois; le 7, Charles Breisdorff, âgé de 4 ans et 6 mois, et Mathias Foussigner, âgé de 8 ans; le 8, Mathias Cadusch, boucher, âgé de 56 ans; le 9, Catherine Mathelin, âgée de 36 ans, passémentière, célibataire, et Anne-Barbe Neveu, épouse Jean-Baptiste Wolff, âgée de 82 ans; le 11, Antoine Diedenhoven, boucher, âgé de 66 ans; le 12, François Cuno, Notaire, âgé de 63 ans; le 13, Jules-Michel Alesch, âgé d'un an.

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

VENTE DE MARCHANDISES.

LUNDI, 16 janvier 1837, à huit heures et demie du matin, et jours suivans, en la maison LEVY, rue des Capucins, à Luxembourg, à la requête de M. J. P. Reuter, en sa qualité de syndic provisoire de la faillite du sieur Nathan Levy, ci-devant marchand à Luxembourg, il sera procédé à la vente à l'enchère et au comptant, de toutes les marchandises dépendant de ladite faillite, consistant en draps, casimirs, circassiennes, demi-draps, mérinos, bombasin, napolitaine, madras, bas en laine et en coton, schals, cotonaides, mouchoirs, mousselines, cotons imprimés, percales, calicots, soierie, dentelles, fichus, étoffes pour gilets et pantalons, et autres dont le détail serait trop long.

Luxembourg, le 10 janvier 1837.

METZLER.

Am Montage, 16. Januar fünftia, gegen die Mittagsstunde, wird Peter Schmidt, Ackerer, wohnend zu Holschich, sämtliche, ihm gehörige Grundstücke, gelegen bei Holschich und umliegenden Dörfern, durch öffentliche Versteigerung und auf mehrere Jahre Weg, erblich ausschlagen lassen.

Am nächste Auskunft, können Liebhaber sich an Herrn Notar Masjerus, von Luxemburg, wenden.

UNE ACTION,	SIX ACTIONS,	TREIZE ACTIONS,
20 FRANCS.	dont une rouge gagnant forcément, 100 FRANCS.	dont deux rouges gagnant forcément, 200 FRANCS.

Vente irrévocable par Actions sous l'inspection spéciale de la haute Chambre aulique I. et R. des finances, DE Trois Grandes Propriétés,

- SAVOIR :
- 1° LE PALAIS N° 171, à VIENNE, quartier Gampendorf, estimé judiciairement à la valeur de..... v. de V. florins 1,050,000.
 - 2° LE GRAND ÉTABLISSEMENT industriel avec toutes appartenances pour la grande distillerie, de même que l'Hôtel de Maître complètement meublé, à Znaim en Moravie..... fl. 561,409 40 kr.
 - 3° LE PALAIS N° 178, à VIENNE, au susdit quartier Gampendorf..... fl. 450,000.
- Les Gains accessoires en numéraire consistent en florins 25,000, 12,500, 10,000, 5,000, 4,000, 3,000, 2,500, 1000, 500 jusqu'à 5 florins v. de V., s'élevant en tout à flor. 252,500 v. de V., moyennant quoi le Fonds-Capital de cette Vente consiste en

DEUX MILLIONS 315,909 2/3 Fl. v. de V.

répartis sur 16,640 Gains.

PRIX D'UNE ACTION 20 FRANCS.

En prenant 5 Actions on en obtient une rouge gratis.

Le moindre Gain qui puisse échoir à une Action rouge est 5 fl. v. de V., mais elles prennent part en outre à un Tirage particulier de 100 Primes de fl. 25000 jusqu'à 50 fl., et de 4000 Actions; de sorte que 100 Actions peuvent gagner au moins deux fois, et même 2002 fois dans la chance la plus heureuse. — D'ailleurs toutes les Actions rouges concourent aussi à tous les Gains du Tirage principal.

En prenant 10 Actions il est alloué Trois Actions gratis, parmi lesquelles 2 de ces Actions rouges si richement dotées.

Le Tirage aura lieu publiquement et irrévocablement, à Vienne, le 31 JANVIER 1837, sous la garantie du Gouvernement.

Les propriétés seront délivrées aux gagnans libres de toutes dettes et hypothèques.

En s'adressant directement à la maison soussignée, qui est principalement chargée de cette entreprise, on reçoit le Prospectus français, les Actions, ainsi que la Liste du tirage, franc de port.

Sans affranchir. J. N. TRIER ET C^o, Banquiers et Receveurs-généraux à Francfort s/M.

Deux Millions 315,909 florins v. de V.

contient la grande Vente par Actions des TROIS SUPERBES PROPRIÉTÉS, laquelle aura lieu IRRÉVOCABLEMENT A VIENNE, LE 31 JANVIER PROCHAIN, sous la garantie du Gouvernement.

Pour se procurer des Actions Originales au Prix connu, on est prié de s'adresser directement à

L'Administration générale de LÉOPOLD DEUTZ ET C^o, Maison de Banque à MAYENCE s. Rhin.